

Mardi (après-midi) 26 janvier 2016

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale**29 2015.RRGR.573 Motion 158-2015 Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Aide sociale: harmoniser la mise en oeuvre dans le canton**

N° de l'intervention: 158-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 01.06.2015
Déposée par: Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
(porte-parole)
Rudin (Lyss, pvl)
Güntensperger (Bienne, pvl)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 04.06.2015
N° d'ACE: 1324/2015 du 11 novembre 2015
Direction: SAP

Aide sociale: harmoniser la mise en œuvre dans le canton

Le Conseil-exécutif est chargé du mandat suivant :

1. Revoir le système du bonus-malus.

Il tiendra compte des éléments suivants :

- 2.a. Les normes de mise en œuvre doivent être les mêmes dans tout le canton en ce qui concerne les prestations admises à la répartition des charges.
- 2.b. On envisagera de sortir les prestations circonstanciées du système de répartition des charges.
- 2.c. Le bonus sera supprimé.
- 2.d. Le malus devra déployer ses effets à compter d'un écart négatif de 20 pour cent.
- 2.e. Le malus doit suivre une progression linéaire et non pas par palier.
3. Un service de révision indépendant contrôlera la mise en œuvre de la loi sur l'aide sociale (LASoc) dans les services sociaux.

Les éléments suivants seront pris en compte :

- 4.a. Chaque service social sera révisé au moins une fois tous les dix ans.
- 4.b. Le service de révision devra être indépendant de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP), des autorités sociales et des services sociaux.
- 4.c. Le coût du service de révision sera imputé à la répartition des charges.
- 4.d. Le service de révision contrôlera la licéité, évaluera la qualité des services sociaux et adressera des recommandations à l'autorité sociale.

Développement :

1. Le mécanisme du bonus-malus améliore le système car il entraîne des restructurations. Mais il présente aussi des défauts. Il ne doit donc pas être supprimé, mais être amélioré.
- 2.a. Les problèmes de l'aide sociale tiennent moins à la définition des prestations qu'à la mise en œuvre dans les services sociaux. Les chiffres des différents services en témoignent.
- 2.b. Les prestations circonstanciées ne font pas partie du minimum vital. Les admettre à la répartition des charges fausse les signaux à l'adresse des autorités sociales.
- 2.c. Il n'y a aucune raison de récompenser une bonne gestion par un bonus. Il est normal de bien gérer un service social. Mais le mécanisme du bonus incite les citoyens à ne pas se conformer à la loi et les politiques à suivre, pour se profiler, une stratégie à court terme, selon les cas au détriment de la politique sociale à long terme.
- 2.d. Pourquoi le malus devrait-il être appliqué à partir d'un écart de 30 pour cent quand on sait, études scientifiques à l'appui, que 80 pour cent des frais échappent à toute influence.

2.e. Les effets de seuil sont toujours nocifs. Dans cette proportion, ils incitent les services sociaux à user de stratagèmes pour rester en-dessous du seuil : à 29,9 pour cent, on en est quitte pour la peur, à 30 pour cent, on se retrouve cloué au pilori et on doit passer à la caisse.

Globalement, le mécanisme du malus est mal conçu car le seuil à partir duquel il s'applique est inadéquat et que l'effet de dissuasion n'est pas assez fort.

3. Les statistiques, qu'elles concernent le système du bonus-malus ou d'autres coûts, montrent bien que le canton de Berne a un problème de mise en œuvre. On le voit bien aussi avec les chiffres des communes comme Bienne et Lyss par exemple. Un service de révision indépendant pourrait être utile à cet égard.

4.a. Quelle que soit la branche, il est d'usage aujourd'hui que les comptes des entreprises, sauf les plus petites, soient révisés par un service externe. Or un petit service social équivaut à une grosse PME, les services sociaux de Berne et de Bienne, à une grande entreprise.

4.b. Il est tout à fait possible que le service de révision ait des critiques à émettre à l'encontre de la SAP, de l'autorité sociale ou du service social. Son statut doit donc lui garantir une grande indépendance, similaire à celle du Contrôle cantonal des finances.

4.c. Un service de révision serait profitable à toutes les communes et à l'ensemble du canton. C'est la raison pour laquelle son coût doit être admis à la répartition des charges.

4.d. Le service de révision ne doit pas se contenter de contrôler les chiffres, mais faire office de consultant et adresser des recommandations aux autorités et aux services sociaux, propres à améliorer la qualité des prestations. Les petites communes et leurs services sociaux ne disposent pas toujours du savoir-faire nécessaire pour optimiser les processus. Car en définitive, le rôle des services sociaux, c'est d'aider les personnes dans le besoin à retrouver leur autonomie.

Réponse du Conseil-exécutif

Les motionnaires chargent le gouvernement de revoir le système de bonus-malus, d'étudier la possibilité d'extraire les prestations circonstanciées de la compensation des charges de l'aide sociale et d'instaurer un organe de révision indépendant. Cette intervention s'inscrit dans le sillage de la motion 278-2014 (Müller, PLR, Berne), adoptée à la session de juin 2015, et de la motion 075-2015 (Krähenbühl, UDC, Unterlangenegg), au programme de la session de novembre 2015. Elles demandent toutes deux de revoir les mécanismes de compensation entre le canton et les communes ainsi que le système de bonus-malus. Il convient donc de considérer et de traiter ces revendications dans leur ensemble.

Les points 1, 2c, 2d et 2e proposent de réviser le système de bonus-malus, en particulier de supprimer le bonus et d'appliquer le malus dès 20 pour cent d'écart négatif avec une progression linéaire et non pas par paliers. Effectif pour la première fois en 2014, le système de bonus-malus a fait ses preuves dans l'aide matérielle : les coûts ont diminué d'environ 5 millions de francs, soit 1,15% en 2014, après être restés stables en 2013. De plus, 85% des 13 services sociaux les plus mal notés lors du calcul du bonus-malus 2012-2013 ont vu leurs dépenses diminuer en 2014, alors que c'est le cas de « seulement » 51% des autres. Comme le point 2 de la motion 278-2014 Müller a été adopté, le Conseil-exécutif proposera au Grand Conseil des incitations supplémentaires pour les communes dans la compensation des charges de l'aide sociale. Il est prévu de réexaminer le système du bonus-malus ou de proposer une solution de rechange. Les présentes revendications concernant la suppression du bonus et de nouvelles modalités de calcul seront traitées à cette occasion. Le Conseil-exécutif propose donc que les points 1, 2c, 2d et 2e soient adoptés sous forme de postulat.

Le point 2a de motion demande que les normes de mise en œuvre soient les mêmes dans l'ensemble du canton pour les prestations admises à la compensation des charges. Les 68 services sociaux du canton de Berne disposent nécessairement d'une certaine marge de manœuvre, le moindre cas ne pouvant pas être réglementé abstraitement dans l'absolu. Les prestations de l'aide sociale individuelle admises à la compensation des charges sont cependant définies dans un ensemble de règles différenciées. La loi et l'ordonnance sur l'aide sociale règlent l'exécution de l'aide sociale. Le manuel sur l'aide sociale apporte un degré d'uniformisation supplémentaire. Il est considéré comme contraignant par plus de 90% des services sociaux du canton. Quant au système de bonus-malus, il oblige les services sociaux et les communes à prêter encore plus d'attention à la solution la meilleur marché. Les règles et instruments introduits récemment favoriseront par

conséquent une meilleure harmonisation à l'avenir. Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter et de classer ce point de la motion.

Le point 2b évoque un élément essentiel de la répartition financière des tâches entre le canton et les communes. Il faut examiner si les prestations circonstanciées sont à détacher de la compensation des charges. Dans l'ensemble, leur volume s'est élevé avant compensation des charges à environ 120 millions de francs en 2014 (80 mio pour les placements d'un commun accord et les mesures ambulatoires et 40 mio pour les autres prestations). Si les prestations circonstanciées étaient mises à la charge des communes, cela générerait un transfert de tâches du canton à celles-ci, qui se traduirait par un report de charges horizontal entre les communes. Certaines prestations circonstanciées, telles que les frais de transport pour aller au travail, sont obligatoires, d'autres, telles que la cotisation à une association de gymnastique, ne le sont pas. Si leur réglementation et leur versement étaient transférés aux communes, tous les bénéficiaires de l'aide sociale ne seraient pas traités de la même manière, en particulier pour les prestations non obligatoires. Les sortir de la compensation des charges irait à sens contraire de l'uniformisation voulue par la motion. Les petites communes pourraient ainsi devoir assumer seules les frais de placements décidés d'un commun accord, qui émarginent aux prestations circonstanciées et peuvent parfois coûter très cher. Cela pourrait induire un désavantage concurrentiel en matière de prestations sociales. Il faut également signaler que la marge de manœuvre s'est beaucoup rétrécie ces derniers temps dans ce domaine. Le système de bonus-malus (ou ce qui en tiendra lieu à l'avenir) contraint les communes à prêter encore plus d'attention aux impératifs d'adéquation, de rentabilité et de proportionnalité. Par ailleurs, une nouvelle ordonnance de Direction en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2015 plafonne les prestations circonstanciées laissées à leur appréciation. Le Conseil-exécutif recommande dès lors au Grand Conseil de les laisser dans la compensation des charges et de rejeter ce point.

Les points 3 et 4a à 4d revendiquent l'instauration d'un organe de révision de l'aide sociale indépendant. Une telle instance autonome sur le plan de l'organisation, chargée de contrôler le travail des services sociaux et des communes, n'existe dans aucun autre domaine d'exécution de la loi, ce serait une nouveauté. A l'heure actuelle, ce sont les autorités sociales qui ont la mission de contrôler le travail des services sociaux et de vérifier les dossiers. En outre, les décomptes de la compensation des charges des services sociaux et des communes sont révisés par l'Office des affaires sociales. Celui-ci procède à des contrôles ponctuels sur place (financement et contenu). Faute des ressources nécessaires, il est impossible de vérifier l'ensemble des quelque 33 000 dossiers d'aide sociale. Il convient donc d'examiner l'instauration d'une inspection sociale indépendante pour renforcer les contrôles. Le coût d'une telle instance devrait pouvoir être porté à la compensation des charges de l'aide sociale, les économies devant profiter tant aux communes qu'au canton. Le Conseil-exécutif propose l'adoption des points 3 et 4a à 4d sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption sous forme de postulat

Point 2a: adoption et classement

Point 2b: rejet

Point 2c, d et e: adoption sous forme de postulat

Point 3: adoption sous forme de postulat

Point 4a, b, c et d: adoption sous forme de postulat

Le président. Wir kommen zu Traktandum 29. Was aussieht wie ein Erlass, ist ganz einfach eine Motion Brönnimann mit elf Ziffern. Zum Glück müssen wir nicht reduziert debattieren. Der Regierungsrat ist bereit, Ziffer 1 als Postulat anzunehmen sowie Ziffer 2a anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Ziffer 2b lehnt der Regierungsrat ab, die Ziffern 2c, d und e nimmt er als Postulat an, ebenso Ziffer 3 sowie die Ziffern 4a, b, c und d. Damit sind vor allem Ziffer 2b und wahrscheinlich die Abschreibung von Ziffer 2a umstritten. Das wird der Motionär nun gleich selbst erläutern. Grossrat Brönnimann hat das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich mache zunächst etwas Ordnung. Ziffer 2b habe ich zurückgezogen. Das war angekündigt und wurde vom Guichet bestätigt. Diese Ziffer können wir uns also sparen. (*Le président interrompt l'orateur.*)

Le président. Entschuldigen Sie bitte, das ist mein Fehler: Diese Ziffer wurde zurückgezogen.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Die Ziffern 2c, d und e wandle ich in Postulate, ebenso 4a, b, c und d. Somit können wir uns auf die zentralen Themen konzentrieren. In den Ziffern 1 und 3 halte ich an der Motion fest; bei Ziffer 2a bestreite ich die Abschreibung. Wie man unschwer merken konnte, habe ich mich mit dem Bonus-Malus-System in meiner Funktion als Sozialvorsteher von Köniz vertieft befasst. Ich bin der Überzeugung, dass das etwas vom Besseren ist, was der Grosse Rat eingeführt hat. Und zwar aus dem einfachen Grund, weil es wirkt. Das Bonus-Malus-System war bekanntlich der kleinste gemeinsame Nenner, den der Grosse Rat gefunden hat. Das war noch vor meiner Zeit; ich habe das alles nachgelesen. Man konnte sich beispielsweise nicht auf ein Selbstbehaltssystem einigen. Man bezweckte, die Kosten dergestalt zu beeinflussen, dass sie abnehmen. Die Zahlen 2014 der GEF haben gezeigt, dass es wirkt. Ich bin – ziemlich pragmatisch – der Meinung, dass man etwas, das nach so kurzer Zeit Wirkung zeigt, nicht abschaffen sollte. In der Antwort steht denn auch, dass diejenigen Gemeinden, die im Malus waren, die Kosten überproportional reduziert haben. Leider haben wir vom letzten Jahr noch keine Zahlen. Ich hoffe sehr, dass diese Zahlen, die von der GEF für den April angekündigt wurden, öffentlich werden. Weil einige Malus-Gemeinden Beschwerde geführt haben, hat es bisher geheissen, wegen laufender Verfahren dürften keine Zahlen mehr publiziert werden. Immerhin zeigten die Zahlen, die 2014 publiziert wurden, eine immense Streuung zwischen den Gemeinden.

Es wird immer argumentiert, man habe fast keinen Ermessensspielraum, alles sei von den SKOS-Richtlinien vorgeschrieben. Betrachtet man die effektiven, harten Zahlen der einzelnen Gemeinden, glaube ich das nicht. Es gibt offensichtlich einen beträchtlichen Handlungsspielraum sowohl auf die scharfe Seite – das wären diejenigen Gemeinden, die im Bonus waren – wie auch auf die mildtätige Seite. Die Streuung ist enorm. Deshalb bestreite ich bei Ziffer 2a die Abschreibung. Für mich kam ganz klar heraus: Es gibt verschiedene Standards. Angesichts der Richtung, in die sich die Zahlen entwickeln, indem nämlich die Gemeinden strenger geworden sind – vor allem diejenigen, die im Malus waren oder knapp daran vorbeischrämten –, ist klar, dass es einen Handlungsspielraum gibt. Diesen muss man ausschöpfen. Ich bin aber der Meinung, man müsse das Bonus-Malus-System zwingend überarbeiten. Landauf, landab ist man sich einig, dass zum Beispiel das Kriterium der Leerwohnungsquote «trügget» werde, um es auf Berndeutsch zu sagen: Es gibt Gemeinden, die ihre Verbesserung von einem Jahr zum andern hauptsächlich dadurch erreichen, dass sie eine höhere Leerwohnungsquote gemeldet haben.

Bei der Leerwohnungsquote knüpfe ich gleich an, um zu Ziffer 3 überzugehen. Offenbar gibt es bei der GEF niemanden, der genau überprüft, welche Zahlen und Quoten eigentlich gemeldet werden. Deshalb braucht es ein von den Behörden und der GEF unabhängiges Sozialrevisorat. Ich stelle mir vor, dass man es der Finanzkontrolle angliedern würde. Ich erwarte, dass ein solches Revisorat aufzeigen könnte, wo die Standards, die für alle gelten sollten, missachtet werden. Ich bin gespannt auf die Diskussion und vor allem auch auf die Meinungen von Grossräten, die in ihren Gemeinden dasselbe Amt innehaben wie ich in Köniz.

Le président. Ich wiederhole kurz, was wir vom Motionär gehört haben. Mit Ausnahme der Ziffern 1 und 3, bei denen er an der Motion festhält, und Ziffer 2a, bei der er die Abschreibung bestreitet, ist er mit dem Antrag der Regierung einverstanden. Die Fraktionen können jetzt vielleicht entsprechend auf diese Ziffern fokussieren. Es sei denn, sie seien mit dem Antrag der Regierung nicht einverstanden. Damit kommen wir zu den Fraktionsvoten.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Mit seinem Vorstoss rennt Grossrat Brönnimann ein Stück weit offene Türen ein. Wir haben das Bonus-Malus-System in der Novembersession zweimal diskutiert, und zwar im Rahmen von zwei Motionen. Ich erinnere an die Motion, die Grossrat Krähenbühl eingereicht hatte, und an diejenige von Grossrat Philippe Müller. Beide wurden überwiesen, mindestens als Postulat. Der Regierungsrat ist dabei, das Bonus-Malus-System zu überarbeiten oder grundsätzlich zu hinterfragen. Die Punkte, die Grossrat Brönnimann erwähnt, kann man, wie es der Regierungsrat vorsieht, als Prüfungsauftrag überweisen. Die SVP-Fraktion ist damit einverstanden. Sie ist auch einverstanden, Ziffer 2a als Motion zu überweisen und nicht abzuschreiben. Es ist offenbar tatsächlich so, dass die Vollzugsstandards nicht in allen Gemeinden des Kantons gleich sind. Das kann man als Motion überweisen, muss es aber nicht unbedingt abschreiben. Alle übrigen Ziffern, die noch bestehen, würden wir jedoch als Postulat überweisen. Auch betreffend Sozialrevisorat sind wir nicht ganz überzeugt, dass es so etwas wirklich braucht.

Vielleicht kann man diesen Punkt ebenfalls prüfen. Bevor man einen solchen Auftrag zwingend überweist, möchte ich wissen, wo dieses Revisorat angesiedelt wäre, was es kosten würde und was es letztlich bringen soll. Deshalb ist der Prüfungsauftrag dort das Richtige.

Der Motionär sagte vorhin, das Bonus-Malus-System sei etwas Gutes. Es sagte in Ziffer 2c aber auch, der Bonus sei abzuschaffen. Da frage ich mich doch, was er eigentlich meint: Wenn er das Bonus-Malus-System beibehalten will, gehört nicht nur der Malus dazu, sondern auch der Bonus. In dem Fall müsste der Motionär konsequent sein und Ziffer 2c zurückziehen. Wir sind der Meinung, dass man, wenn man das Ganze betrachtet, einen Prüfungsauftrag erteilen kann. Man sagt jedoch nicht im Voraus, der Bonus sei abzuschaffen, wenn man es auf der andern Seite als an sich gutes System bezeichnet. Mir scheint es richtig, die erwähnten Punkte zu prüfen, jedoch im Rahmen eines Postulats. Deshalb wird die SVP diejenigen Ziffern, die sie nicht wie Ziffer 2a ausdrücklich als Motion annimmt, als Postulat unterstützen. Wenn sie nicht gewandelt werden, lehnen wir sie ab.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Wie gesagt wurde, haben wir über den Lastenausgleich, die Sozialhilfe und das Bonus-Malus-System in diesem Saal schon einige Male gesprochen. Wir haben zur Kenntnis genommen, dass die Überarbeitung läuft. Deshalb wehren wir uns auch gar nicht mehr gegen einen Prüfungsauftrag. Wir sind da ergebnisoffen. Immerhin ist die Forderung nach der Ausklammerung der situationsbedingten Leistungen aus dem Lastenausgleich zurückgezogen worden. Das wäre für uns ein absolutes No-Go gewesen. Bei Ziffer 1 sind wir mit der Überweisung als Postulat einverstanden, und bei den restlichen Ziffern 2 sind wir wie der Regierungsrat entweder für Annahme als Postulat oder für Annahme und Abschreibung.

Damit bleibt noch die Frage nach dem Sozialrevisorat. Es ist doch interessant, dass wir hier immer wieder hören, dass keine zusätzlichen Stellen mehr geschaffen werden sollen, sondern dass im Gegenteil sogar 10 Prozent des Personals einzusparen sind. Und anschliessend kommt man mit der Forderung nach einer neuen Amtsstelle, die Aufgaben übernehmen soll, die bereits anderen Stellen zugewiesen sind. Diese Forderung steht doch ziemlich schräg im Raum. Erstens hat jeder Sozialdienst eine zuständige Sozialbehörde. In Artikel 17 des Sozialhilfegesetzes sind die Aufgaben dieser Sozialbehörde klar geregelt. Sie legt die strategische Ausrichtung des Sozialdienstes fest und beaufsichtigt den Sozialdienst, insbesondere was die Organisation, die Regelung der Zuständigkeit, die Arbeitsabläufe und Massnahmen zur Verhinderung von Sozialhilfemissbrauch betrifft. Zudem führt sie Dossierkontrollen durch; sie prüft, ob die gesetzlichen Vorgaben eingehalten werden und unterstützt den Sozialdienst in seiner Aufgabenerfüllung. Danach folgt die zweite Stufe: das Regierungsstatthalteramt, das über Beschwerden im Sozialhilfewesen entscheidet und damit auch eine Kontrollfunktion hat. Und im Rahmen seiner Aufsichtsbesuche bei den Gemeinden hat der Regierungsstatthalter nicht nur Einblick in Einzelfälle, sondern auch allgemein in die Arbeit der Gemeinden und der Sozialdienste. Drittens folgt die Abteilung Finanzen und Revision der GEF bzw. des Sozialamts: Sie überprüft die Lastenausgleichsabrechnungen der Gemeinden und führt teilweise sogar vor Ort Dossierkontrollen durch. Wir sehen da keine Lücken. Wir interpretieren die Forderung als Misstrauensvotum, wobei uns nicht ganz klar ist, gegen wen sich das Misstrauen richtet: ob gegen die Sozialdienste, gegen die Gemeinden oder gegen die GEF. Auf jeden Fall sind wir ganz klar der Meinung, dass die Ziffern 3 und 4 abzulehnen sind.

Christine Schnegg, Lyss (PEV). Die Motion nimmt das Bonus-Malus-System sowie die Revision der Sozialdienste unter die Lupe. Es ist, wie bereits gesagt wurde, eine weitere Motion, die das Bonus-Malus-System und die Arbeitsweise der Sozialdienste infrage stellt. Die Fraktion EVP wehrt sich nicht dagegen, dass das Bonus-Malus-Kontrollsystem, wie ich es nenne, überarbeitet wird. Aus unserer Sicht ist jedoch für diese Überarbeitung das Resultat aus dem Abschluss des Beschwerdeverfahrens entscheidend. Fakt ist auch, dass eine oder mehrere überwiesene Motionen bereits zur Überarbeitung des Systems führen und dass Arbeiten im Gang sind. Die Fraktion EVP wird aus diesem Grund die Ziffern 1, 2c, 2d und 2e nur als Postulat überweisen.

Ziffer 2a überweisen wir ebenfalls im Sinn des Regierungsrats und helfen auch abschreiben. Es muss weiterhin möglich sein, neben den einheitlichen Vollzugsstandards, die es heute schon gibt – Gesetz, Verordnung und Handbuch –, einen Ermessensspielraum im Einzelfall zu haben. Es geht hier um Individuen, nicht um Maschinen. Mit dem Bonus-Malus-System wird nämlich dieser Ermessensspielraum im Vollzug jetzt schon eingeschränkt. Die Forderung der Motion ist aus unserer Sicht damit erfüllt. Die Ziffern 3 und 4a bis d unterstützen wir ebenfalls nur als Postulat. Grossrätin Lüthi hat es vorhin gesagt: Eigentlich besteht mit der Kontrolle durch die kommunale Behörde, mit dem Beschwerderecht beim Regierungsstatthalter und schliesslich bei der GEF

bereits ein umfassendes Kontrollsystem der Sozialbehörden. Wir befürchten ebenfalls, dass ein unabhängiges Revisorat teuer wäre und Mittel binden würde, die wir lieber den Klienten zukommen lassen würden. Andererseits kann es wirklich sein, dass eine solche externe Kontrolle auch sogenannte blinde Flecke aufdecken und damit möglicherweise zu Kosteneinsparungen führen kann. Deshalb unterstützen wir hier ein Postulat. Ich fasse zusammen. Ziffer 2a: Annahme und Abschreibung; alle übrigen Ziffern: Überweisung als Postulat.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Die BDP nimmt zu dieser Forderung wie folgt Stellung: Vom SVP-Fraktionssprecher wurde das Ganze vorhin bereits sehr gut erläutert. Das können wir sehr gut nachvollziehen, und wir können ihm folgen. Zu den einzelnen Ziffern nehmen wir wie folgt Stellung: Ziffer 1, Überarbeiten des Bonus-Malus-Systems, können wir nur als Postulat unterstützen. Eine Abschaffung hätte einen Selbstbehalt zur Folge, um steuern zu können. Das wäre wohl ein Rückschritt. Ein Postulat lässt die Richtung noch offen. Die Forderung passt in die Sozialhilfegesetzrevision und soll dort betrachtet werden. Bei Ziffer 2a schliessen wir uns der Regierung an. Den Ermessensspielraum sehen wir auch und dass die Eckpfeiler gesetzt sind. Die Motion kann man annehmen und abschreiben oder, wenn sie als Postulat angenommen wird, wie Ziffer 1 in der Sozialhilfegesetzrevision betrachten. Die Ziffern 2c bis e haben auch mit Bonus-Malus zu tun. Das sind Forderungen, die ebenfalls in der Sozialhilfegesetzrevision ein Thema sein können. Als Motion sind sie zu absolut; als Postulat kann man sie prüfen. Ziffer 3: Die Einführung eines unabhängigen Sozialrevisorats ist prüfenswert, zum Beispiel als Ersatz der Prüfung durch die GEF. Es darf aber nicht als Misstrauen gegenüber den Sozialbehörden zelebriert werden. Da müssen die Vor- und Nachteile noch geprüft werden: deshalb ein Postulat. Dasselbe gilt für die Ziffern 4a bis d: Sie gehören ebenfalls zu Ziffer 3. Deshalb grundsätzlich alles als Postulat überweisen und in der Sozialhilfegesetzrevision anschauen. So weit die Meinung der BDP.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Ich habe vorhin in der Diskussion um Aufwand und Ertrag von Mietzinsreduktionen von Grossrat Brönnimann aufs Dach bekommen. Das ist auch richtig so, denn er kam mit Fakten und hat aus der Praxis gesprochen. Davor habe ich grossen Respekt. In dem Sinn stellt sich die EDU-Fraktion in jeder Ziffer hinter den Motionär, ausser bei Ziffer 3, die wir als Postulat unterstützen. Noch zum Votum von Grossrat Brand: Es gibt sehr wohl einen Bonus-Malus ohne Bonus. Auch ein Auto, das nur noch vorwärtsfährt, ist immer noch ein Auto.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Die FDP folgt voll und ganz den Anträgen der Regierung. Es gibt nur noch in drei Ziffern keine Übereinstimmung mit dem Motionär. Darauf komme ich zurück. Bei Ziffer 1 können wir nur das Postulat unterstützen. Eine Motion macht keinen Sinn, weil eben gerade überprüft werden muss, welche Berechnungsmodalitäten inskünftig herangezogen werden sollen. Zu Ziffer 2a: Das Regelwerk in Bezug auf die lastenausgleichsberechtigten Leistungen bei der individuellen Sozialhilfe wird von den 68 Sozialdiensten offenbar benutzt und angewendet. Ermessen ist durchaus angesagt und auch erwünscht. Die Forderung des Motionärs erachten wir daher nicht als angebracht. Wir unterstützen auch dort das Postulat und die Abschreibung. Ziffer 3: Ein Sozialrevisorat kann tatsächlich hohe Kosten mit sich bringen. Man kann es aber überprüfen. Deshalb unterstützen wir diese Ziffer in Form eines Postulats.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Zum Bonus-Malus-System wurde schon viel gesagt. Ich kann dem Rat einfach die Haltung unserer Fraktion darlegen. Wir sind knapp für ein Postulat. Viele Mitglieder der grünen Fraktion werden sich der Stimme enthalten. Ginge es nach mir, würde ich das Bonus-Malus-System gleich ganz abschaffen. Meines Erachtens ist es nicht der richtige Weg; es ist für die Klienten und Klientinnen letztlich überhaupt nicht zielführend. Einige wenige Fraktionsmitglieder werden ablehnen, manche werden sich der Stimme enthalten und manche das Postulat annehmen. Dasselbe gilt für die Ziffern 2c, d und e. Ich kann ebenfalls klar sagen, dass wir Ziffer 2a annehmen und abschreiben werden.

Zu den Ziffern bezüglich des Sozialrevisorats: Die grüne Fraktion ist ganz klar gegen die Einführung eines solchen neuen Revisorats. Deshalb werden wir Ziffer 3 und die Ziffern 4a bis d ablehnen. Weshalb haben wir diese Haltung? Obwohl uns die Baugesetzrevision aufgezeigt hat, dass die glp ganz klar eine Wirtschaftspartei ist, überrascht es mich persönlich dennoch, dass in der Begründung für die Einführung eines Sozialrevisorats mit Unternehmungen der Privatwirtschaft verglichen wird. Gemäss dem Obligationenrecht sind folgende Unternehmungen revisionspflichtig: Firmen, die eine Bilanzsumme von 20 Mio. Franken und mehr haben oder einen Umsatzerlös von

über 40 Mio. Franken oder 250 Vollzeitstellen. Zwei dieser drei Grössen müssen erfüllt werden, damit ein Unternehmen zur Revision verpflichtet wird. In der Begründung steht nur, «die Kleinstfirmen» müssten nicht revidiert werden. Das stimmt eigentlich überhaupt nicht. Auch KMU müssen keine Revision machen. Wir haben zwar auch grosse Sozialdienste, aber wir haben vor allem sehr viele kleine und mittlere Sozialdienste, die ihre Aufgaben ganz klar auch allein bewältigen können. Auch wenn wir es schon einmal gehört haben, möchte ich hier noch einmal festhalten, dass das kantonale Sozialamt in der GEF die Lastenausgleichsabrechnungen revidiert und regelmässig auch in den Gemeinden Revisionen durchführt. Beispielsweise wurde vor zwei Jahren auch die Gemeinde Wohlen revidiert. Zudem möchte ich betonen, dass hier auch die Sozialbehörden eine ganz wichtige Rolle haben. Diese darf man nicht unterschätzen, und ihre Aufgaben darf man nicht schmälern. Sie arbeiten seriös und pflichtbewusst, nehmen ihre Aufgaben wahr und führen regelmässig Dossierkontrollen durch. Unseres Erachtens genügt die Revision auf kantonaler und kommunaler Ebene. Deshalb bitten wir den Rat, die Ziffern 3 und 4a bis d abzulehnen.

Le président. Damit sind wir am Ende der Fraktionsvoten. Gibt es Einzelvoten? – Das ist nicht der Fall. Somit hat der Motionär noch einmal das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich danke für die Diskussion. Bei den Ziffern 1 und 3 beuge ich mich der Macht des Faktischen und wandle in ein Postulat, da ich nur mit einem Postulat durchkomme. Ich wehre mich aber bei Ziffer 2a nach wie vor dagegen. Dort geht es eigentlich um Zahlen. Ich habe zwar sehr wohl gehört, dass einzelne Votanten sagten, die Aufsicht, das Controlling, funktioniere bereits. Das sei Aufgabe der Sozialbehörde. Auch Grossrätin Iannino sagte vorhin, die GEF mache solche Revisionen. Die Zahlen, die durch das Bonus-Malus-System erhoben wurden, reden indessen eine andere Sprache. Sie zeigen, dass es keine einheitlichen Standards gibt. Und auch die Reaktion auf die Publikation dieser Zahlen – dass sie sich nämlich sehr rasch, innerhalb eines Jahres, verändert haben – wirft ein schlechtes Licht auf die Behörden, die behaupten, sie hätten schon immer hingeschaut. Wenn diese Zahlen plötzlich öffentlich werden und es über die Gemeinden hinweg Transparenz gibt, kommen innerhalb eines Jahres diese Zahlen zufälligerweise plötzlich in Bewegung, und zwar dramatisch in eine Richtung: nach unten. Das ist an sich erfreulich; es zeigt mir jedoch, dass die bisherige Aufsicht nicht wahnsinnig gut funktioniert hat. Vielleicht kann Regierungsrat Perrenoud anschliessend noch sagen, wie viel an Ressourcen die GEF in die Revisionen investiert. Wenn die GEF die Lastenausgleichsabrechnungen kontrolliert, ist das meines Wissens hauptsächlich eine Bürotischkontrolle, einfach aufgrund von Zahlen, welche die Sozialdienste liefern. Die Gemeinde Köniz ist keine kleine Gemeinde und hat sicher keine unterdurchschnittlich kompetente Sozialbehörde: Mein Vorgänger hat eingeführt, dass die Gemeinde Köniz so etwas wie eine interne Revision vornimmt. Wir machen das aber mit Fachleuten. Die Gemeinde Biel hat dies bekanntlich unter dem neuen Vorsteher ebenfalls eingeführt. Dort wurden zwei Fachleute, Frau Lanker und Herrn Büschi, beigezogen. Als man das machte, kam plötzlich Bewegung in die Sache. In Köniz wurde das schon jahrelang gemacht und war nie eine grosse Mediengeschichte. Ich kann Ihnen jedoch sagen, dass es funktioniert. Obwohl ich nun schon bereits zwei Jahre in diesem Themenbereich tätig bin, wäre ich immer noch überfordert in meiner Rolle als Sozialbehörde, wenn ich nicht den Support von Fachleuten hätte.

Le président. Nun bin ich gespannt, ob der Regierungsrat die Zahlen einfach aus dem Ärmel schütteln kann. Er hat auf jeden Fall das Wort.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Comme j'ai compris cela, selon la réponse rapide qu'on m'a glissée à l'oreille, M. Brönnimann, on parle de trois personnes qui sont engagées dans ce travail, il y a une vingtaine de révisions qui sont effectuées chaque année par l'aide sociale. Mais comme cela vient dans une oreille et cela ressort par l'autre, je ne suis pas sûr que les chiffres soient exacts, on peut vous renseigner plus précisément par mail pour être plus complet si vous le souhaitez. Je crois que la discussion a été menée, beaucoup d'éléments qui sont discutés ici vont être aussi plus ou moins repris dans le cadre de la révision de la loi sur l'aide sociale. Je crois que d'accepter cela sous forme de postulat comme le gouvernement l'a proposé me paraît judicieux. Mais je maintiendrais le classement du point 2a, parce que je trouve qu'on a déjà assez fait sur ce point-là.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung. Wie bereits erwähnt, wurde Ziffer 2b zurückgezogen. Mit Ausnahme von Ziffer 2a haben wir nur noch den Antrag auf Postulate. Kann ich gemeinsam über alle Ziffern ausser Ziffer 2a abstimmen lassen? – Das wird offenbar bestritten. Wir stimmen somit punktweise ab. Wer Ziffer 1 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 146

Non 1

Abstentions 0

Le président. Der Grosse Rat hat Ziffer 1 als Postulat angenommen. Wer Ziffer 2a als Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2a)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 147

Non 1

Abstentions 0

Le président. Der Grosse Rat hat Ziffer 2a als Motion angenommen. Wer Ziffer 2a abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 2a)

Décision du Grand Conseil:

Classement

Oui 87

Non 57

Abstentions 4

Le président. Der Grosse Rat hat Ziffer 2a abgeschrieben. Kann ich über die Ziffern 2c, d und e als Postulat gemeinsam abstimmen lassen? – Das wird nicht bestritten. Wer die Ziffern 2c, d und e als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption des ch. 2c–e sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 142

Non 3

Abstentions 2

Le président. Der Grosse Rat hat die Ziffern 2c, d und e als Postulat angenommen. Wer Ziffer 3 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 101

Non 45

Abstentions 2

Le président. Der Grosse Rat hat auch Ziffer 3 als Postulat angenommen. Kann ich über die restlichen Ziffern gemeinsam abstimmen lassen? – Das wird nicht bestritten. Wer die Ziffern 4a, b, c und d als Postulat will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption des ch. 4a–d sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 109

Non 39

Abstentions 0

Le président. Der Grosse Rat hat die Ziffern 4a, b, c und d als Postulat angenommen.